

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE IV – EDUCATION, CULTURE ET
PATRIMOINE, JEUNESSE ET SPORT**

LA DIRECTRICE GENERALE
COORDINATRICE POUR LE DIALOGUE INTERCULTUREL

Please quote: MPD/BS



Strasbourg, 9 juin 2008

Madame l'Ambassadeur, Monsieur l'Ambassadeur,

Entrée en vigueur le 1^{er} mars 2004, la Convention européenne du paysage est désormais ratifiée par 29 Etats et signée par six autres Etats. Elle rencontre un succès grandissant et suscite un fort intérêt en raison des messages fondamentaux qu'elle contient.

La Convention a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine. Elle représente le premier traité international exclusivement consacré à l'ensemble des dimensions du paysage européen. En prenant en compte les valeurs paysagères, naturelles et culturelles du territoire, elle contribue à préserver la qualité de vie et le bien-être des Européens.

Je me permets de vous faire parvenir ci-joint la Résolution sur le règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe, adoptée par le Comité des Ministres le 20 février 2008 lors de la 1018^e réunion des Délégués des Ministres.

La Résolution rappelle que l'article 11 de la Convention institue le Prix du paysage du Conseil de l'Europe et qu'il s'inscrit dans la lignée du travail accompli par le Conseil de l'Europe en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et du développement durable. Il met effectivement en valeur la dimension territoriale des droits de l'homme et de la démocratie, en reconnaissant l'importance des mesures prises pour améliorer les caractéristiques paysagères du cadre de vie des populations.

Le Prix est de nature à accroître la sensibilisation de la société civile à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation. Il vise à récompenser des initiatives concrètes et exemplaires pour la réalisation d'objectifs de qualité paysagère sur le territoire des Parties à la Convention.

Les critères d'attribution du Prix sont mentionnés en annexe au règlement figurant dans la Résolution. Les Parties à la Convention sont invitées à traduire dans leur(s) langue(s) nationale(s) et à promouvoir le Règlement dans leur Pays. Elles sont également invitées à encourager la couverture médiatique du Prix afin de sensibiliser le public à l'importance du paysage.

Le Prix est décerné tous les deux ans et les dossiers de candidature doivent parvenir au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la remise du Prix.

Council of Europe
F-67075 Strasbourg Cedex

Tél.: +33 (0)3 88 41 23 98
Fax: +33 (0)3 88 41 37 83

E-mail: maguelonne.dejeant-pons@coe.int
<http://www.coe.int/>

Lors de sa réunion tenue à Strasbourg les 28-29 avril 2008, le Comité directeur du patrimoine et du paysage (CDPATEP) a demandé à ses membres de faire parvenir les dossiers de candidature au Secrétariat du Conseil de l'Europe par la voie des Représentations permanentes des Parties à la Convention pour le 31 décembre 2008, le Prix devant être remis le 20 octobre 2009, date de l'ouverture de la Convention à la signature.

Pourriez-vous dès lors avoir l'amabilité de faire parvenir par courrier le dossier de candidature établi pour votre pays à partir des propositions qui vous auront été transmises par les Ministères concernés, au Secrétariat du Conseil de l'Europe avant le 31 décembre 2008, ainsi que le règlement le prévoit, à :

Maguelonne DEJEANT-PONS, Chef de la Division du patrimoine culturel, du paysage et du territoire, Conseil de l'Europe, F- 67075 STRASBOURG Cedex.

Veuillez croire, Madame l'Ambassadeur, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.



Gabriella BATTAINI DRAGONI

Lettre circulaire adressée aux Représentants permanents auprès du Conseil de l'Europe

Copie :

- Membres du Comité directeur du patrimoine culturel et du paysage (CDPATEP)
- Participants à la Conférence du Conseil de l'Europe sur la Convention européenne du paysage, Membres du Comité des hauts fonctionnaires de la Conférence du Conseil de l'Europe des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT)

Documents de référence :

- Lien vers la Convention européenne du paysage :

Texte intégral au format Word

- Lien vers la Résolution sur le règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe : [http://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Res\(2008\)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75](http://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Res(2008)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75).



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE
Committee of Ministers
Comité des Ministres

**Résolution CM/Res(2008)3
sur le règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe**

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 février 2008,
lors de la 1018^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Rappelant que l'article 11 de la Convention européenne du paysage (STE n° 176) (ci-après dénommée « la Convention »), adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 19 juillet 2000 et ouverte à la signature à Florence le 20 octobre 2000, institue le Prix du paysage du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé « le prix ») ;

Considérant que cet article prévoit que le Comité des Ministres définit et publie les critères d'attribution du prix, adopte son règlement et décerne le prix ;

Considérant que le prix vise à récompenser des initiatives concrètes et exemplaires pour la réalisation d'objectifs de qualité paysagère sur le territoire des Parties à la Convention (ci-après dénommées « les Parties ») ;

Estimant que le prix s'inscrit dans la lignée du travail accompli par le Conseil de l'Europe en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et du développement durable, et qu'il met en valeur la dimension territoriale des droits de l'homme et de la démocratie, en reconnaissant l'importance des mesures prises pour améliorer les caractéristiques paysagères du cadre de vie des populations ;

Convaincu que le prix est de nature à accroître la sensibilisation de la société civile à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation,

Décide :

- I. Il est adopté le règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe selon les modalités précisées dans l'annexe à la présente résolution.
- II. Les critères d'attribution du Prix du paysage du Conseil de l'Europe figurent en annexe audit règlement.
- III. Les Parties sont invitées à traduire dans leur(s) langue(s) nationale(s) et à promouvoir le Règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe. Elles sont également invitées à encourager la couverture médiatique du prix afin de sensibiliser le public à l'importance du paysage.

Annexe à la Résolution CM/Res(2008)3

Règlement relatif au Prix du paysage du Conseil de l'Europe

Article 1 – Objectif

a. Le prix représente la reconnaissance honorifique de la mise en œuvre d'une politique ou de mesures prises par des collectivités locales et régionales, ou leurs groupements, ou d'une contribution particulièrement remarquable apportée par des organisations non gouvernementales, visant la protection, la gestion et/ou l'aménagement durables des paysages. Cette reconnaissance s'exprime par la remise d'un diplôme. Des mentions spéciales peuvent être également accordées.

b. Le prix récompense un processus de mise en œuvre de la Convention aux niveaux national ou transnational, se traduisant par une réalisation effective et mesurable.

c. Le prix contribue également à sensibiliser les populations à l'importance des paysages pour l'épanouissement des êtres humains, la consolidation de l'identité européenne et le bien-être individuel et de la société dans son ensemble. Il favorise la participation du public au processus décisionnel des politiques du paysage.

Article 2 – Qualification des candidats

Conformément à l'article 11, paragraphe 1, de la Convention, peuvent être candidats au prix les collectivités locales et régionales et leurs groupements qui, dans le cadre de la politique relative au paysage d'une Partie à la présente Convention, ont mis en œuvre une politique ou des mesures visant la protection, la gestion et/ou l'aménagement de leurs paysages, faisant la preuve d'une efficacité durable et pouvant ainsi servir d'exemple aux autres collectivités territoriales européennes. Les organisations non gouvernementales qui ont fait preuve d'une contribution particulièrement remarquable à la protection, à la gestion ou à l'aménagement du paysage peuvent également être candidates.

Conformément au paragraphe 2 de l'article précité, les collectivités locales et régionales transfrontalières et les groupements de collectivités locales ou régionales concernés peuvent être candidats, à la condition qu'ils gèrent ensemble le paysage en question.

Article 3 – Procédure

La procédure se déroule en trois phases :

Phase 1 – Présentation des candidatures

Chaque Partie présente une candidature au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe. Les candidatures peuvent résulter d'un concours organisé par chaque Partie en tenant compte des critères d'attribution du prix, tels qu'ils figurent dans l'annexe au présent règlement.

Le dossier de candidature, présenté dans l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (français ou anglais), comprend :

- la présentation du candidat (trois pages maximum) ;
- la présentation d'une réalisation visant la protection, la gestion et/ou l'aménagement d'un paysage, amenant la preuve d'une efficacité durable et pouvant servir d'exemple. Il sera fait mention de la disposition de la Convention concernée.

La présentation se fera sous forme d'un document papier d'une vingtaine de pages et sera accompagné de sa copie numérique au format pdf sur CD-ROM et de posters. Une vidéo d'environ cinq minutes pourra compléter le dossier. Les matériels remis devront être libres de droits pour leur utilisation par le Conseil de l'Europe en vue de la communication de la promotion du prix ou de toute autre publication ou action liée à la Convention. Le Conseil de l'Europe s'engage à mentionner le nom des auteurs.

Les dossiers incomplets ou ne respectant pas le règlement ne seront pas admis à concourir.

Le prix est décerné en principe tous les deux ans. Les dossiers de candidature doivent parvenir au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la remise du prix.

Phase 2 – Examen des candidatures

Un jury international constitué en tant qu'organe subordonné des comités d'experts visés à l'article 10 de la Convention¹ examine les candidatures et se prononce sur leur admissibilité. Ce jury est composé de :

- un membre du (chacun des) comité(s) d'experts chargé(s) du suivi de la Convention, désigné par ce(s) comité(s) ;
- un membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, désigné par le Congrès ;
- un représentant d'une organisation non gouvernementale internationale, désigné par le Secrétaire Général sur proposition du Regroupement des OING ayant le statut participatif auprès du Conseil de l'Europe ;
- trois spécialistes éminents en matière de paysage, désignés par le (la) Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe.

Le jury désigne un ou une président(e).

Le jury propose, parmi les candidats admis, un lauréat pour le prix.

Les propositions du jury sont prises à la majorité absolue des votants au premier tour de scrutin et à la majorité relative au tour suivant, sur la base des critères d'attribution du Prix figurant à l'annexe au présent règlement. En cas d'égalité des voix, la voix du (de la) président(e) du jury est prépondérante.

Les motifs des choix opérés sont expliqués.

Le jury peut proposer d'attribuer une ou des mentions spéciales.

Les comités d'experts visés à l'article 10 de la Convention¹ examinent les propositions du jury et adressent leurs propositions quant au lauréat du prix, et, le cas échéant, les mentions spéciales, au Comité des Ministres.

Phase 3 – Décernement et remise du prix et des mentions spéciales

Au vu des propositions des comités d'experts visés à l'article 10 de la Convention¹, le Comité des Ministres décerne le prix et les mentions spéciales éventuelles.

Le prix et les mentions spéciales sont remis par le (la) Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe ou son (sa) représentant(e) à l'occasion d'une cérémonie publique.

Annexe au Règlement

Critères d'attribution du Prix du paysage du Conseil de l'Europe

Critère 1 – Développement territorial durable

Les réalisations présentées devront être l'expression concrète de la protection, de la gestion et/ou de l'aménagement des paysages. Par expression concrète, on entend une réalisation achevée et ouverte au public depuis au moins trois ans au moment de la présentation de la candidature.

Elles doivent en outre :

- s'inscrire dans une politique de développement durable et s'intégrer harmonieusement dans l'organisation du territoire concerné ;
- faire preuve de qualités environnementales, sociales, économiques, culturelles et esthétiques durables ;
- s'opposer ou remédier aux destructurations du paysage ;
- contribuer à valoriser et à enrichir le paysage et à développer de nouvelles qualités.

Critère 2 – Exemplarité

¹ Le 30 janvier 2008, le Comité des Ministres a décidé de confier cette tâche au seul Comité directeur du patrimoine culturel et du paysage (CDPATEP).

La mise en œuvre de la politique ou les mesures prises qui ont contribué à renforcer la protection, la gestion et/ou l'aménagement des paysages concernés devront avoir une valeur exemplaire de bonne pratique, dont d'autres acteurs pourraient s'inspirer.

Critère 3 – Participation du public

La mise en œuvre de la politique ou des mesures prises en vue de la protection, de la gestion et/ou de l'aménagement des paysages concernés devront impliquer une étroite participation du public, des autorités locales et régionales et des autres acteurs concernés, et devraient refléter clairement les objectifs de qualité paysagère.

Le public devrait pouvoir participer simultanément de deux manières :

- au moyen de dialogues et d'échanges entre les membres de la société (réunions publiques, débats, procédures de participation et de consultation sur le terrain, par exemple) ;
- au moyen de procédures de participation et d'intervention du public dans les politiques du paysage mises en œuvre par les autorités nationales, régionales ou locales.

Critère 4 – Sensibilisation

L'article 6.A de la Convention prévoit que « chaque Partie s'engage à accroître la sensibilisation de la société civile, des organisations privées et des autorités publiques à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation ». Les actions en ce sens mises en œuvre dans le cadre de la réalisation concernée seront évaluées.

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTORATE GENERAL IV – EDUCATION, CULTURE AND
HERITAGE, YOUTH AND SPORT

*THE DIRECTOR GENERAL
COORDINATOR FOR INTERCULTURAL DIALOGUE*



Please quote: MDP/BS

Strasbourg, 9 June 2008

Dear Ambassador,

The European Landscape Convention, which entered into force on 1 March 2004, is now ratified by 29 States and signed by six other States. It continues to be successful and creates great interest because of the fundamental messages contained in it.

The Convention aims to promote the protection, management and planning of European landscapes and to bring together European cooperation in this field. It is the first international treaty exclusively devoted to all dimensions of European landscape. Taking into account the landscape, natural and cultural values of the territory, it contributes to promoting the quality of life and well-being of Europeans.

I have pleasure in forwarding to you the Resolution on the Rules governing the Landscape Award of the Council of Europe, adopted by the Committee of Ministers on 20 February 2008 at the 1018th meeting of the Ministers' Deputies.

The Resolution draws attention to the fact that Article 11 of the Convention institutes the Landscape Award of the Council of Europe and that it is in keeping with the work carried out by the Council of Europe concerning human rights, democracy and sustainable development. It promotes effectively the territorial dimension of human rights and democracy by acknowledging the importance of measures taken to improve the landscape for people's living conditions.

The Award is intended to raise civil society's awareness of the value of landscapes, of their role and of changes to them. Its objective is to reward exemplary practical initiatives aimed at successful landscape quality objectives on the territories of the Parties to the Convention.

The criteria for conferring the Award are appended to the Rules as they appear in the Resolution. The Parties are invited to have these Rules translated into their national language(s) and promote them widely in their country. They are also invited to encourage media coverage of the Award so as to raise public awareness of the importance of landscapes.

The Award is conferred every two years and the files presenting applications must reach the Secretariat General of the Council of Europe by no later than 31 December of the year preceding the year of Award.

Council of Europe
F-67075 Strasbourg Cedex

Tel.: +33 (0)3 88 41 20 00
+33 (0)3 88 41 23 98
Fax: +33 (0)3 88 41 37 83

E-mail: maguelonne.dejeant-pons@coe.int
<http://www.coe.int/CEMAT>
<http://www.coe.int/CEMAT/fr>
<http://www.coe.int/Conventioneuropéennedupaysage>
<http://www.coe.int/EuropeanLandscapeConvention>
<http://www.coe.int/naturopa/fr>
<http://www.coe.int/naturopa>
<http://www.coe.int>

At its meeting held in Strasbourg on 28-29 April 2008, the Steering Committee for Cultural Heritage and Landscape (CDPATEP) decided that applications should be submitted to the Council of Europe Secretariat through the Permanent Representations of the Parties to the Convention by 31 December 2008, because the Award should be given on 20 October 2009, date of the opening of the Convention for signature.

I would therefore be very grateful if you could submit, by *31 December 2008*, in accordance with the Rules, the application form established for your country on the basis of the proposals forwarded to you by the Ministries concerned to:

Maguelonne DÉJEANT-PONS, Head of the Cultural Heritage, Landscape and Spatial Planning Division, Council of Europe, F- 67075 STRASBOURG Cedex.

With best wishes,

Yours sincerely,


Gabriella BATTAINI-DRAGONI

Circular Letter sent to the Permanent Representatives to the Council of Europe

Copy:

- Members of the Steering Committee for Cultural Heritage and Landscape (CDPATEP)
- Participants to the Conference of the Council of Europe on the European Landscape Convention, Members of the Committee of Senior Officials of the Council of Europe Conference of Ministers responsible for Spatial/Regional Planning (CEMAT)

Reference documents:

- Link to the European Landscape Convention:

[Full text in Word Format](#)

- Link to the Resolution on the rules governing the Landscape Award of the Council of Europe:

[http://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Res\(2008\)3&Language=lanEnglish&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75](http://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Res(2008)3&Language=lanEnglish&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75)



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE
Committee of Ministers
Comité des Ministres

**Resolution CM/Res(2008)3
on the rules governing the Landscape Award of the Council of Europe**

*(Adopted by the Committee of Ministers on 20 February 2008
at the 1018th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Recalling that Article 11 of the European Landscape Convention (ETS No. 176) (hereinafter "the Convention"), adopted by the Committee of Ministers of the Council of Europe on 19 July 2000 and opened for signature in Florence on 20 October 2000, institutes the Landscape Award of the Council of Europe (hereinafter "the award");

Bearing in mind that this article provides that the Committee of Ministers shall define and publish the criteria for conferring the award, adopt the relevant rules and grant the award;

Bearing in mind that the award's purpose is to reward exemplary practical initiatives for the achievement of landscape quality objectives on the territories of parties to the Convention (hereinafter "the Parties");

Considering that the award is in keeping with the work done by the Council of Europe in favour of human rights, democracy and sustainable development and that it promotes the territorial dimension of human rights and democracy by acknowledging the importance of measures taken to improve the landscape features of people's living conditions;

Convinced that the award is intended to heighten civil society's awareness of the value of landscapes, of their role and of changes to them,

Resolves as follows:

- I. The rules governing the Landscape Award of the Council of Europe are adopted as set out in the appendix to this resolution.
- II. The criteria for awarding the Landscape Award of the Council of Europe are appended to these rules.
- III. The Parties are invited to translate into their national language(s) and promote the rules governing the Landscape Award of the Council of Europe. They are also requested to encourage media coverage of the award so as to raise public awareness of the importance of landscapes.

Appendix to Resolution CM/Res(2008)3

Rules governing the Landscape Award of the Council of Europe

Article 1 – Aim

- a. The award is an honorary distinction which acknowledges a policy or measures implemented by local or regional authorities or their groupings, or particularly remarkable contributions by non-governmental organisations, for sustainable protection, management and/or planning of landscapes. It takes the form of a diploma. Special mentions may also be awarded.
- b. The award rewards a process of implementation of the Convention at national or transnational levels resulting in an effective, measurable achievement.

c. The award also helps to make people more aware of the importance of landscapes for human development, consolidation of the European identity and the well-being of individuals and society as a whole. It fosters public participation in the decision-making process concerning landscape policies.

Article 2 – Qualification of candidates

In accordance with Article 11, paragraph 1, of the Convention, the following may be candidates for the award: local or regional authorities and their groupings that have instituted, as part of the landscape policy of a party to this Convention, a policy or measures to protect, manage and/or plan their landscape, which have proved lastingly effective and can thus serve as an example to other territorial authorities in Europe. Non-governmental organisations having made particularly remarkable contributions to landscape protection, management or planning may also be candidates.

In accordance with paragraph 2 of the above-mentioned article, transfrontier local or regional authorities and groupings of local and regional authorities concerned may be candidates, provided that they jointly manage the landscape in question.

Article 3 – Procedure

The procedure consists of three stages:

Stage 1 – Submission of candidatures

Each Party may submit one candidature to the Secretariat General of the Council of Europe. The candidature may be the result of a competition held by each Party taking into account the award criteria appended to these rules.

The application file, in one of the official languages of the Council of Europe (French or English), shall include:

- a presentation of the candidate (not more than three pages long);
- the description of a completed project for the protection, management and/or planning of a landscape, which has proved lastingly effective and can serve as an example. Mention shall be made of the convention provision concerned.

The description shall take the form of a paper document, approximately 20 pages long, accompanied by a digital copy in PDF format on CD-Rom and posters. The file may also include a video presentation lasting approximately five minutes. The materials submitted must be copyright-free for use by the Council of Europe in communications aimed at promoting the award or any other publications or activities relating to the Convention. The Council of Europe undertakes to cite the authors' names.

Files that are incomplete or fail to comply with the rules will not be taken into consideration.

The award is in principle conferred every two years. The files presenting candidatures must reach the Secretariat General of the Council of Europe by no later than 31 December of the year preceding the year of award.

Stage 2 – Consideration of candidatures

An international jury set up as a subordinate body of the committees of experts referred to in Article 10 of the Convention¹ shall determine whether candidatures are admissible. The jury is composed of:

- one member of (each of) the committee(s) of experts responsible for monitoring the Convention, appointed by the committee(s) concerned;
- one member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe, appointed by the Congress;
- one representative of an international non-governmental organisation, appointed by the Secretary General on the proposal of the Grouping of INGOs enjoying participatory status with the Council of Europe;

¹ On 30 January 2008, the Committee of Ministers decided to attribute this competence to the Steering Committee for Cultural Heritage and Landscape (CDPATEP).

- three eminent specialists on landscape, appointed by the Secretary General of the Council of Europe.

The jury appoints a president.

The jury proposes the award winner from among the candidates admitted.

The proposals of the jury are taken by an absolute majority for the first two rounds of voting, and by a relative majority for the following round, based on the criteria set out in the appendix to these rules, stating the reasons for its choice. In case of equal votes, the vote of the president of the jury is decisive.

The reasons for the choice are explained.

The jury can propose to attribute one or more special mentions.

The committees of experts referred to in Article 10 of the Convention¹ examine the proposals of the jury and forward their proposals concerning the award winner, and, wherever appropriate, special mentions, to the Committee of Ministers.

Stage 3 – Granting and presentation of the award and the special mentions

In the light of the proposals of the committees of experts referred to in Article 10 of the Convention¹, the Committee of Ministers shall grant the award and any special mentions.

The award and the special mentions shall be presented by the Secretary General of the Council of Europe or his/her representative at a public ceremony.

Appendix to the rules

Criteria for conferring the Landscape Award of the Council of Europe

Criterion 1 – Sustainable territorial development

The completed projects submitted must give tangible form to the protection, management and/or planning of landscapes. This means that the projects must have been completed and open to the public at least three years, when the candidatures were submitted.

They must also:

- be part of a sustainable development policy and be in harmony with the territorial organisation of the area concerned;
- demonstrate their environmental, social, economic, cultural and aesthetic sustainability;
- counter or remedy any damage to landscape structures;
- help enhance and enrich the landscape and develop new qualities.

Criterion 2 – Exemplary value

The implementation of the policy or measures that have helped to improve the protection, management and/or planning of the landscapes concerned must set an example of good practice for others to follow.

Criterion 3 – Public participation

The policy or measures implemented with a view to the protection, management and/or planning of the landscapes concerned should involve the active participation of the public, local and regional authorities and other players and should clearly reflect the landscape quality objectives.

The public should be able to participate simultaneously in two ways:

- through dialogue and exchanges between members of society (public meetings, debates, procedures for participation and consultation in the field, for example);

- through procedures for public participation and involvement in landscape policies implemented by national, regional or local authorities.

Criterion 4 – Awareness-raising

Article 6.A of the Convention provides that "each Party undertakes to increase awareness among civil society, private organisations and public authorities of the value of landscapes, their role and changes to them". Action along these lines taken as part of the completed project concerned will be assessed.